

## JEAN-CLAUDE TRICHET

Président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

C'est un grand plaisir pour moi d'être ici et de pouvoir échanger sur ce sujet très important : la mutation de la mondialisation, les mécanismes par lesquels elle se modifie et se transforme. Quelle est cette crise de la mondialisation dont beaucoup parlent ? Pour cela, nous bénéficions d'un extraordinaire panel de personnes éminentes dont les responsabilités et compétences sont aussi complémentaires qu'exceptionnelles. Laissez-moi vous les présenter.

Masood Ahmed, président du Center for Global Development avec 35 ans de carrière dans les IFI, ce qui constitue un record mondial je pense. Vous êtes dans une position unique, et j'ai récemment eu le privilège de travailler fréquemment avec vous dans divers groupes du G20 où j'ai toujours été impressionné par votre talent et votre implication profonde et continue.

Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, qui révèle la dimension poétique de ce financier, ancien directeur financier de la Banque mondiale. Il a également une grande expérience en particulier dans le financement écologique et la transition verte, ainsi que dans les activités de la Banque mondiale.

Bark Taheo, ancien ministre du Commerce de Corée, président du cabinet d'avocat mondial Lee & Ko. Vous avez participé, et vous le faites toujours, au rapport sur le capitalisme mondial de transition de la Commission mondiale trilatérale. Bien sûr, nous attendons votre point de vue sur les questions de commerce qui sont au cœur de la mondialisation.

Thomas Gomart, directeur de l'Ifri, le premier think tank français, comme Thierry le sait bien, et l'un des plus importants au monde selon les classements de think tanks. Vous avez une expérience unique dans les affaires internationales, la mondialisation et la géostratégie.

Yuichi Hosoya n'est pas là pour l'instant, donc je me tourne vers Mari Kiviniemi, 41<sup>e</sup> Première ministre de Finlande. Vous avez servi en tant que secrétaire générale adjointe de l'OCDE où on a admiré votre détermination dans la mise en place des conditions pour une croissance forte et inclusive. Vous êtes une experte dans la gestion d'un pays, la gouvernance globale ainsi que l'inégalité et je suis sûr que vous allez nous parler de ce point particulier.

Je ne veux pas parler longtemps car je demande aux participants de se limiter à six ou sept minutes pour que nous ayons du temps pour la discussion avec le public. Comme vous le savez, je serai aussi strict que possible. Je voudrais juste rappeler à quel point ce thème est essentiel. En un sens, la mondialisation a toujours existé. Si on regarde Palmyre et Petra, la route de la soie, le commerce entre le Nord et le Sud, entre l'Orient et l'Occident a commencé

il y a plusieurs millénaires. Cependant, il s'est développé de façon notable depuis la révolution industrielle et a encore accéléré récemment avec l'essor de la technologie, de l'IT, des transports et la baisse des coûts. La chute de l'Union soviétique et du monde communiste dans son ensemble a également joué dans la mesure où ce dernier reposait sur une économie de marché centralisée plutôt que sur un système largement décentralisé.

Nous avons constaté une impressionnante accélération de la mondialisation sur les 30 dernières années mais dans le même temps, une certaine tendance à la démondialisation a vu le jour. Cette tendance a évidemment été amplifiée et accélérée par les crises successives que nous avons traversées, mais elle existait bien avant. On entend de nombreuses critiques depuis la gauche de l'échiquier politique, notamment sur les externalités négatives des économies de marché quand elles se généralisent en matière de climat et d'inégalité, et c'est une critique forte. D'un autre côté, il y a aussi des critiques venant de ce que j'appellerai les sensibilités de droite, le nationalisme, le protectionnisme, le populisme, qui ont été amplifiées de façon notable récemment. Face à ces critiques émanant de deux bords opposés, que pouvons-nous dire sur la mondialisation ?

Je pense que les visions complémentaires des panélistes peuvent éclairer la conférence sur certaines de ces questions qui sont importantes dans la situation actuelle. D'abord, pouvons-nous répondre aux externalités négatives de la mondialisation, les crises du climat, de la santé, de l'économie et des finances de ces dernières années, ainsi qu'au problème de l'inégalité, sans pour autant perdre les avantages de la division du travail au niveau mondial ni tous les avantages pour les pays en développement qui leur permettent de rattraper les pays développés, de devenir d'abord des pays émergents puis à l'avenir, peut-être aussi riches que les économies avancées ? Bien sûr, cette discussion complexe inclut le fait que la gouvernance mondiale idéale doit gérer de nombreuses tendances telles que la numérisation et la transition verte. En outre, elle doit aussi prendre en compte que le monde d'aujourd'hui est constitué d'économies de marché, dites « économies capitalistes » mais que derrière ce terme se cachent des idéologies très diverses. On a des économies de marché social-démocrates, plus ou purement libérales, du capitalisme d'état, des sociétés autoritaristes, et cette diversité complique énormément les réponses de nos panélistes à ces questions.